

En Hongrie, les quatre députés de la Coalition démocratique (DK), dont l'ancien Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány, ont décidé lundi de ne plus siéger dans l'hémicycle en riposte à la suspension du journal d'opposition *Népszabadság*.

Budapest - Il s'agit de la première riposte parlementaire d'un parti d'opposition suite à la suspension brutale du plus grand quotidien hongrois, *Népszabadság*, par son propriétaire la société Mediaworks. Les quatre députés de la Coalition démocratique (DK), élus en 2014 à la faveur d'une alliance progressiste avec le MSzP, PM, Együtt 2014, MLP et MoMa, ont décidé ce lundi de ne plus siéger jusqu'à nouvel ordre à l'Assemblée hongroise et de ne plus participer au travail parlementaire. Le boycott ne s'appliquera pas aux votes requérant les deux tiers de la représentation nationale, de façon à bloquer notamment des modifications de la Loi fondamentale, comme l'envisage notamment Viktor Orbán au sujet des quotas européens de réfugiés.

Le boycott de l'Assemblée peut être sanctionné par des mesures de rétorsion financière à l'encontre des députés «absentéistes». Plus risqué encore, la possibilité d'une exclusion pure et simple du Parlement en cas d'absentéisme prolongé, excédent un an. Les députés DK ont déclaré à ce sujet prévoir participer à au moins un vote sans grand intérêt à intervalle régulier de façon à ne pas perdre leur siège.

Les députés DK sont Ágnes Vadai, László Varjú, Lajos Oláh et l'ancien Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány. Ce dernier a appelé tous les partis d'opposition au boycott de l'Assemblée lors de la manifestation de samedi soir sur Kossuth tér.

(source : *Index*)

[Hongrie : des journalistes dénoncent un «putsch» à Népszabadság](#)